

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 29 janvier 1951, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassent pas trois jours, sur deux amendements au projet de loi "autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation, aux Membres des Forces Belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies", a donné en sa séance du 1er février 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 29e Januari 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over twee amendementen op een ontwerp van wet "waarbij de Koning er toe gemachtigd wordt sommige in oorlogs- of mobilisatietijd toepasselijke beschikkingen eveneens van toepassing te verklaren op de Leden van de Belgische Strijdkrachten, belast met de uitvoering van door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties getroffen maatregelen", heeft ter zitting van 1 Februari 1951 het volgende advies gegeven :

PREMIER AMENDEMENT.

L'article 2 du projet de loi dispose que "quiconque a cessé de remplir une fonction, un office ou un emploi public ou privé pour s'engager dans les forces constituées en vue des opérations dont question à l'article 1er, a droit à sa réintégration sans perte d'ancienneté, dans cette fonction, office, charge ou emploi".

A ce principe, l'alinéa 2 du même article apporte une exception formulée en ces termes : "ne peut se prévaloir de ce droit, celui qui a encouru des condamnations à des peines de prison devant les tribunaux belges, sauf les cas de réhabilitation et d'amnistie".

L'amendement proposé a comme objet de rendre cette exception moins rigoureuse.

Le Gouvernement avait cependant, pour formuler cette exception, repris les termes de l'article 9 de la loi du 3 août 1919, loi assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics, tel qu'il fut modifié par l'article unique de la loi du 21 juillet 1924 et tel qu'il fut maintenu par la loi du 27 mai 1947.

Ce texte ne paraît pas avoir soulevé de difficulté et a toujours été interprété raisonnablement.

+  
+       +

.../...

Si le Sénat estime devoir amender sur ce point le projet de loi, le Conseil d'Etat est d'avis que cet amendement devrait être rédigé de façon à répondre aux intentions de son auteur.

L'amendement prévoit, en effet, pour qu'il y ait déchéance, que l'infraction soit commise alors que le militaire "est membre des forces"; selon la justification, par contre, la condamnation doit être postérieure à l'engagement.

Quelle sera, dès lors, la situation du militaire qui, avant de faire partie de ces forces, aura commis un crime ou un délit et ne sera jugé qu'après son engagement? Quelle sera la situation du militaire qui, ayant terminé son engagement, commet un crime ou un délit avant d'avoir réintégré son emploi ?

S'il entre dans les intentions du Sénat d'exclure l'application de l'article 2 dans ces hypothèses, le Conseil d'Etat propose un texte qui répond mieux au but poursuivi.

+

+

+

L'article 25 du Code pénal dispose que la durée de l'emprisonnement correctionnel est de huit jours au moins et de cinq années au plus.

.../...

La durée de l'emprisonnement militaire par contre est, aux termes de l'article 9 du Code pénal militaire, d'une durée de un mois au moins à trois ans au plus.

Pour répondre aux intentions de l'auteur de l'amendement, il y a lieu de déterminer la durée de l'emprisonnement qui privera le militaire du droit à réintégration.

+

+

+

Le Conseil d'Etat propose un texte tenant compte de ces considérations :

"Ne peut se prévaloir de ce droit, celui qui, après son engagement, aura été condamné à une peine criminelle ou à une peine d'au moins huit jours de prison, sauf les cas de réhabilitation et d'amnistie.".

-----

.../...

DEUXIEME AMENDEMENT.

Ces nouvelles dispositions devraient suivre l'article 1er du projet; elles ne constituent, en effet, qu'une application de cet article. Les articles 2, 3 et 4 du projet de loi deviendraient en conséquence les articles 4, 5 et 6.

Ce second amendement comprend des dispositions de deux ordres :

A. L'article 4, alinéas 1er et 2, et l'article 5 ont comme objet de faire considérer les forces belges qui quittent le territoire du Royaume pour remplir une mission ou participer à des opérations nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales, comme constituant une fraction de l'armée belge "en temps de guerre" pendant les périodes fixées par le Roi.

Les règles des lois pénales militaires et des lois de procédure pénale militaire du temps de guerre leur sont dès lors applicables et non pas seulement les règles relatives à l'institution des conseils de guerre en campagne et à leur composition, comme le prévoit l'amendement.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cet amendement est superflu; le but poursuivi par son auteur peut être atteint par l'application des dispositions de l'article 1er du projet de loi.

Si le Sénat estime devoir amender sur ce point le projet de loi, le Conseil d'Etat est d'avis que

le texte général suivant répondrait mieux aux intentions de la commission :

"Article 2.- Les militaires et assimilés, membres des forces dont il est question à l'article 1er, ainsi que les personnes y attachées ou autorisées à les suivre, constituent une fraction de l'armée belge. Ils sont, pendant les périodes qui seront déterminées par arrêté royal délibéré en conseil des ministres, soumis aux dispositions des lois pénales militaires et des lois de procédure pénale militaire applicables en temps de guerre.".

B. L'article 4, alinéa 3, dispose que la faculté d'appeler des jugements rendus par les conseils de guerre en campagne ou par certains d'entre eux, de même que celle de se pourvoir en cassation contre les dits jugements, peuvent être temporairement suspendues en tout ou en partie par arrêté royal délibéré en conseil des ministres ou, dans des circonstances graves, par le commandant de ces forces.

Dans la mesure où cet alinéa reprend les dispositions de l'arrêté-loi du 28 décembre 1915, il est superflu.

Mais cet alinéa s'écarte des dispositions de l'arrêté-loi. Il ne définit pas de manière limitative les circonstances qui permettent au commandant d'une fraction de l'armée de suspendre le droit d'appel.

Il prévoit, en outre, la possibilité de suspendre le recours en cassation et confère ce droit non seulement au Roi, mais aussi au commandant de la fraction d'armée sans préciser les circonstances qui lui permettent de prendre cette mesure.

.../...

Pareille délégation est sans précédent dans notre droit pénal.

Le Conseil d'Etat est d'avis que si cette disposition est maintenue, elle devrait recevoir toute précision nécessaire.

EERSTE AMENDEMENT.  
-----

Artikel 2 van het ontwerp van wet bepaalt dat "al wie de uitoefening van een ambt, een post, een last of een betrekking, zo openbaar als privaat, onderbroken heeft om dienst te nemen in de strijdkrachten opgericht met het oog op de operaties waarvan sprake in artikel 1, heeft het recht zonder verlies van anciënniteit in dit ambt, deze post, deze last of deze betrekking te worden hersteld".

Op dit beginsel geeft het tweede lid van hetzelfde artikel volgende uitzondering: "dit recht kan niet laten gelden degene die voor de Belgische rechtbanken veroordelingen tot gevangenisstraffen heeft opgelopen, behoudens de gevallen van eerherstel en van amnestie".

Het voorgestelde amendement strekt er toe die uitzondering minder streng te maken.

De Regering had nochtans, om deze uitzondering te formuleren, de bewoordingen overgenomen van artikel 9 van de wet van 3 Augustus 1919 waarbij de dienstherovetting door de gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen verzekerd wordt, zoals het bij het enig artikel van de wet van 21 Juli 1924 gewijzigd en bij de wet van 27 Mei 1947 gehandhaafd werd.

Die tekst schijnt geen moeilijkheden te hebben doen rijzen en is steeds op redelijke wijze geïnterpreteerd geworden.

+ +  
+ +

Oordeelt de Senaat dat het ontwerp van wet in dit opzicht moet geamendeerd worden, dan dient, naar het advies van de Raad van State, dit amendement zo te worden gesteld dat het aan de bedoelingen van zijn auteur beantwoordt.

.../...

Het amendement bepaalt immers dat vervallenverklaring niet mogelijk is tenzij het misdrijf gepleegd werd terwijl de militair "lid van die strijdkrachten was", volgens de verantwoording daarentegen, moet de veroordeling na de dienstneming zijn gebeurd.

In welke toestand zal zich dan de militair bevinden die, alvorens lid van die strijdkrachten te worden, een misdaad of een wanbedrijf heeft gepleegd en eerst na zijn dienstneming wordt berecht? Wat zal de toestand zijn van een militair die na zijn dienstitijd en alvorens in zijn bediening te zijn hersteld, een misdaad of een wanbedrijf pleegt?

Is de Senaat voornemens, artikel 2 op deze twee gevallen niet toepasselijk te maken, dan stelt de Raad van State een tekst voor die beter aan het nagestreefde doel beantwoordt.

+

+

+

Artikel 25 van het Strafwetboek bepaalt: de duur van de correctionele gevangenisstraf is ten minste acht dagen en ten hoogste vijf jaar.

Luidens artikel 9 van het Militair Strafwetboek is daarentegen de duur van de militaire gevangenisstraf ten minste één maand en ten hoogste drie jaar.

.../...

Om aan de bedoelingen van de auteur van het amendement te beantwoorden, moet worden bepaald de duur van de gevangenisstraf die de militair het recht op diensthervatting zal ontnemen.

+ +

De Raad van State stelt een tekst voor waarin met deze bedenkingen rekening is gehouden :

"Dit recht kan niet laten gelden hij die, na zijn dienstneming, tot een criminele straf of tot een gevangenisstraf van ten minste acht dagen wordt veroordeeld, behoudens de gevallen van eerherstel en amnestie".

#### TWEEDE AMENDEMENT.

-----

Deze nieuwe bepalingen zouden na artikel 1 van het ontwerp moeten komen ; zij zijn immers slechts een toepassing van dit artikel. De artikelen 2, 3 en 4 van het ontwerp van wet zouden diensgevolge de artikelen 4, 5 en 6 worden.

De bepalingen vervat in dit tweede amendement zijn tweeërlei :

A. Artikel 4. eerste en tweede lid, en artikel 5 strekken er toe de Belgische strijdkrachten die het grondgebied van het Rijk verlaten om een opdracht uit te voeren of deel te nemen aan verrichtingen welke voor het behoud van de internationale vrede en veiligheid noodzakelijk zijn, te doen beschouwen als zijnde een deel van het Belgisch leger "in oorlogstijd" gedurende de perioden welke de Koning vaststelt.

.../...

Op hen zijn dan ook van toepassing, niet alleen de wetten betreffende de instelling van krijgsraden te velde en dezer samenstelling zoals in het amendement is bepaald, doch ook de regelen van de militaire strafwetten en van de wetten in zake strafrechtspleging voor het leger in oorlogstijd.

De Raad van State is van advies dat het amendement overbodig is, vermits het door de auteur beoogde doel kan worden bereikt door de bepalingen van artikel 1 van het ontwerp van wet toe te passen.

Is de Senaat van oordeel dat in dezen het ontwerp van wet moet worden geamendeerd, dan zou, naar het advies van de Raad van State, de hierna volgende algemene tekst beter aan de bedoelingen van de commissie beantwoorden:

"Artikel 2.-

De militairen en gelijkgestelden die deel uitmaken van de strijdkrachten waarvan sprake in artikel 1, alsook de personen die er aan verbonden zijn of gemachtigd zijn ze te volgen, vormen een deel van het Belgisch leger. Gedurende de perioden bij een in ministerraad overlegd koninklijk besluit te bepalen, gelden voor hen de bepalingen van de militaire strafwetten en van de wetten van militaire strafvordering die in oorlogstijd van toepassing zijn".

B. Artikel 4, derde lid, bepaalt dat het recht om beroep in te stellen tegen de vonnissen door de krijgsraden te velde of door sommige er van uitgesproken, alsmede dat om zich in verbreking te voorzien tegen die vonnissen, bij een in ministerraad overlegd koninklijk besluit of, in ernstige gevallen, door de bevelhebber van die strijdkrachten, tijdelijk geheel of gedeeltelijk kunnen worden geschorst.

.../...

Voor zover dat lid de bepalingen van de besluitwet van 28 December 1915 overneemt, is het overbodig.

Maar dat lid wijkt af van de bepalingen van de besluitwet. Het bepaalt niet op limitatieve wijze in welke omstandigheden de bevelhebber van een deel van het leger het recht van beroep kan schorsen.

Voorts spreekt het over de mogelijkheid de voorziening in verbreking te schorsen en verleent het dat recht niet enkel aan de Koning, maar ook aan de bevelhebber van het deel van het leger, zonder nader te bepalen in welke omstandigheden hij die maatregel mag nemen.

In ons strafrecht vindt men geen voorbeeld van zulke delegatie.

De Raad van State is van advies dat die bepaling, indien ze wordt gehandhaafd, met de nodige duidelijkheid moet worden omschreven.

-----

Etaient présents :

Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président  
De Heren : voorzitter van de Raad van voorzitter  
State,

V. DEVAUX, conseillers d'Etat  
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier  
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version  
française et la version néerlan-  
daise a été vérifiée sous le con-  
trôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen  
de Franse en de Nederlandse  
tekst werd nagezien onder toe-  
zicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET.

(signé) J. SUETENS.

de la Défense nationale.  
van Landsverdediging.

expédition délivrée à M. le Ministre  
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

Le

1951.

De

1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,